

## "L'Occident voulait Eltsine" dans L'Humanité (18 août 2001)

**Légende:** Dix ans après le coup d'État en Union soviétique, le quotidien communiste français L'Humanité revient le 18 août 2001 sur les réactions variées des Occidentaux face au putsch; les États-Unis et le Royaume-Uni soutenant fervemment Boris Eltsine, l'Allemagne embrassant le retour au pouvoir de Gorbatchev et la France sympathisant d'abord avec Ianaev et sa junte putschiste avant de s'enthousiasmer pour Eltsine, président de la Russie.

**Source:** L'Humanité. Journal du Parti communiste français. 18.10.2001. Paris. [http://www.humanite.fr/2001-08-18\\_International\\_RUSSIE-L-Occident-voulait-Eltsine](http://www.humanite.fr/2001-08-18_International_RUSSIE-L-Occident-voulait-Eltsine).

**Copyright:** (c) L'Humanité

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"l\\_occident\\_voulait\\_eltsine"\\_dans\\_l\\_humanite\\_18\\_aout\\_2001-fr-e9fcbe4e-6479-42f5-91c5-c778d2ece2f3.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 20/09/2012

## L'Occident voulait Eltsine

**Les réactions occidentales au putsch et au contre-putsch ont été pour le moins contradictoires. Américains comme Européens n'ont pas été franchement «surpris» par l'étrange ballet moscovite où la fiction étroitement imbriquée au réel a provoqué l'arrivée au pouvoir de Boris Eltsine.**

Depuis de nombreux mois Mikhaïl Gorbatchev se débattait dans les insurmontables contradictions entourant la volonté de réforme du PCUS, de l'État et des relations entre un pouvoir fédéral rongé et l'impatience des Républiques. Les pressions tant internes qu'externes sur Gorbatchev, les lectures différentes de la politique «*de perestroïka et de glasnost*», tout montrait que l'URSS était à la croisée des chemins. Pourtant les réactions des États-Unis et celles de l'Union européenne et, en son sein, de la France, ont été diamétralement opposées, du moins dans un premier temps.

George Bush (le père), en pleine campagne électorale, sait qu'il joue une partie de sa crédibilité en matière de politique internationale. L'aile droite républicaine lui reproche en effet d'avoir noué des relations trop étroites avec Mikhaïl Gorbatchev, notamment à l'occasion de la guerre du Golfe. Le président candidat s'obstine et choisit de condamner dès la première heure le putsch en cours et soutient à fond Boris Eltsine. Le président élu de la Fédération de Russie qui, tout à la fois, demande le retour de Gorbatchev, lui confisque ses attributions constitutionnelles au point de se proclamer chef de l'armée, de la télévision (il limoge son directeur) et démettra le vendredi les ministres nommés par Gorbatchev le jeudi, a en partie assis sa légitimité internationale sur le soutien de Bush. Ce dernier, lors de sa première conférence de presse, n'a pas de mots assez forts pour saluer «*le courage et l'immense stature de Boris Eltsine*». George Bush annonce d'ailleurs clairement la couleur : «*Boris Eltsine aura une stature bien méritée dans le monde (...) après la façon dont les choses se sont passées qui était celle que les États-Unis souhaitaient.*» Bref, soixante heures après le putsch, Gorbatchev est déjà enterré par les Américains, et l'Union soviétique, réformée ou pas, avec lui. Le «*grand jeu*» pour la captation des richesses de cet immense pays est lancé avec une grande avance sur l'Europe, et il dure toujours.

L'Union européenne réagit en ordre dispersé et avec une extrême prudence. Le Royaume-Uni comme toujours s'aligne sur Washington. Bonn en plein processus d'intégration de la RDA a des liens très étroits avec Gorbatchev. Les financements liés au départ des troupes soviétiques des pays d'Europe de l'Ouest et d'Allemagne sont gigantesques : plus de 60 milliards de marks à mettre en regard de financement français n'excédant pas 5 milliards de francs. Helmut Kohl ne peut que condamner la mise à l'écart de Gorbatchev, même s'il reste prudent face à aux putschistes. Un éventuel retour de la guerre froide mettrait fin au rêve de grandeur de l'Allemagne, qui veut passer du statut de puissance économique mondiale à celui de puissance politique reconnue non seulement en Europe mais dans le monde.

Helmut Kohl choisit donc une voie médiane et apporte son soutien à Gorbatchev alors que l'aile droite des démocrates chrétiens (la CSU bavaroise de Théo Waigel) plébiscite, elle aussi, le «*courage*» d'Eltsine.

La France, dont les gouvernements successifs conservent les traces des relations «*gaulliennes*» privilégiées avec l'Union soviétique quelle que soit l'équipe au Kremlin, est franchement en décalage avec ses pairs occidentaux. François Mitterrand, lors d'une première conférence de presse télévisée, donne le sentiment qu'il reconnaît les factieux. Le chef de l'État lit ainsi devant toute la France une lettre que lui a envoyée Ianaïev, le chef des putschistes. Il qualifie ces derniers de «*nouveaux dirigeants*» de l'URSS. Ianaïev souligne dans sa lettre qu'il entend poursuivre la politique de réforme et de transparence et François Mitterrand affirme qu'il les jugera «*à leurs actes*». Il estime même que des «*sanctions seraient prématurées*». Bref, le président de la République reconnaît d'une certaine façon la légitimité du groupe Ianaïev. La droite, du moins sa frange libérale, dénonce non pas tant le putsch que le fait que le gouvernement socialiste renonce à faire basculer la Russie dans le camp du capitalisme pur et dur comme le souhaite Eltsine. Précisément, le président de la Fédération de Russie a été reçu en France par les têtes de file de la défunte «*bande à Léo*». Madelin, Longuet, Deniau et Giscard ont tenté de le légitimer depuis de long mois face à un Gorbatchev jugé, par eux, trop à gauche. François Mitterrand de son côté a refusé de le recevoir officiellement en avril. Mais dès l'échec du putsch avéré, l'Élysée vire bord sur bord et s'enthousiasme pour le «*démocrate Eltsine*». Gorbatchev ne l'oublie pas qui, dans ses Mémoires, indique : «*De Foros (en Crimée, où il était*

retenu) j'ai eu une conversation avec le président Bush. François Mitterrand devait m'appeler, il ne l'a pas fait.».

Le PCF se trouve confronté concrètement aux discussions, voire aux affrontements qui depuis de long mois sont suscités par la politique de Gorbatchev. Dans un communiqué, le Bureau politique condamne le putsch. Mais la formulation est plus qu'ambiguë. Le texte précise ainsi notamment : «*Les conditions d'éviction de Mikhaïl Gorbatchev sont inacceptables.*» On ne sait trop s'il s'agit uniquement d'une condamnation des conditions - sous-entendu : la forme est trop brutale - ou de celle de la junte des factieux. La presse liée aux PCF reflète bien ces contradictions. La première édition du numéro de l'Humanité dimanche titrant «*Le drame de l'échec*» (de la perestroïka), qui semble condamner tout autant Gorbatchev que les putschistes, sur le thème : les atermoiements du dirigeant Russe ont favorisé la tentative de coup d'État, est mise au pilon.

Au total, les réactions occidentales se sont plus focalisées sur le choix entre le modèle de Gorbatchev de réforme de l'Union soviétique et celui d'Eltsine voulant à la fois le pouvoir et un basculement brutal dans le capitalisme. La question de la possibilité de transformation de l'étatisme soviétique de l'intérieur reste, elle, toujours posée.